

le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494

LE 21 JANVIER 2 001 N° 282

PRIX 4 FF

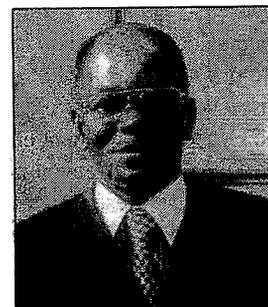
COTE D'IVOIRE



DES MARCHANDAGES AU SOMMET

QUI N'ANNONCENT RIEN DE BON

POUR LES TRAVAILLEURS



SOMMAIRE AU VERSO

S O M M A I R E

é d i t o r i a l

Page 2
Editorial

COTE D'IVOIRE

Page 3
Côte d'Ivoire:
Les bla bla du FPI
sur le chômage

**DES MARCHANDAGES AU
SOMMET QUI N'ANNONCENT
RIEN DE BON POUR LES
TRAVAILLEURS**

Page 5
Sénégal: Un référen-
dum d'autosatisfac-
tion pour Wade

Le FPI qui aligne une brochette de 96 députés ne détient pas pour autant la majorité absolue à l'assemblée nationale. Son principal rival le PDCI le talonne de près avec 94 députés. Avec cinq députés de tendance RDR et 14 députés Guéistes dit "indépendants", le suspense était palpitant pour tout ce beau petit monde. Selon Bleu Lainé le porte-parole des "indépendants", Guéi en personne aurait mis tout son poids dans la balance pour faire pencher le plateau dans un sens favorable au FPI. Du coup celui-ci a réussi à avoir suffisamment de voix pour faire en sorte que le nouveau président de l'assemblée nationale soit un député issu de ses rangs. Ce n'est bien sûr pas le seul avantage pour lui car l'apport des voix des "indépendants" peut lui être utile sur bien des votes qui auront lieu au parlement. Différents postes et sinécures en découleront.

Page 6
Sommet Franco-afri-
cain: Rencontre entre
maître et serviteurs

Page 7
J C Mitterrand et
Charles Pasqua impli-
qués dans des
affaires de trafic
d'armes

Page 8
Du Congo à la RDC, la
continuité dans le
pillage et l'oppres-
sion

Mais qu'est-ce que Gbagbo et son parti ont cédé en échange à Guéi et sa bande à l'abri du regard de la population? Sur quoi ont porté les marchandages sordides entre d'un côté le FPI et de l'autre le galonné putschiste et ses amis? Faut-il rappeler que ces derniers n'ont pas hésité à faire des centaines de morts dans les rangs du FPI il y a à peine quelques mois pour imposer Guéi par la force au pouvoir?

ABONNEMENT
FRANCE:

1 an: 85 FF
Le paiement se fait
uniquement en liquide
ou en timbres-postes
courants.

Ceux qui ont affronté les militaires au péril de leur vie pour chasser Guéi ne l'ont certainement pas fait pour que le FPI s'allie avec les bourreaux alors que les cadavres sont encore tièdes.

ETRANGER :
Même tarif mais
uniquement en cou-
pons-réponses inter-
nationaux.

Par ailleurs, il faut rappeler que le 11 février prochain sera le 10^{ème} anniversaire des événements de l'université de Yopougon. Ce jour-là des élèves innocents durent subir la furie meurtrière des militaires sous les yeux de Guéi qui, dit-on, supervisait l'opération.

ADRESSE :

DUFEAL-COMBAT OUVRIER
Pour le PAT B.P. 42
92114 -CLICHY Cedex

Mais au fond entre les "indépendants", le PDCI dont ils sont issus de fraîche date et le FPI, y a-t-il vraiment beaucoup de différence? Hier ennemis aujourd'hui amis. Décidément, qui se ressemble s'assemble.

COTE D'IVOIRE**LES BLABLA DU FPI SUR LE CHOMAGE**

Depuis près de 20 ans, le chômage est grandissant en Côte d'Ivoire. En plus des élèves qui ont leur diplôme et ne trouvent pas de travail, il y a chaque année des milliers de travailleurs qui perdent leur boulot et viennent grossir le nombre des chômeurs. Et devant ce fait, les gouvernements passent et se ressemblent.

C'est depuis 1985 que, devant la montée du chômage des jeunes, le gouvernement d'Houphouët va inciter les jeunes et surtout les déscolarisés à un retour à la terre. Mais cette orientation qui visaient surtout les enfants des pauvres, a été faite sans débloquer des moyens. On demandait aux jeunes de retourner à la terre, de reprendre la daba, la machette ou autres moyens archaïques.

Cette politique qui était une manière de se débarrasser des enfants des pauvres ne donnera pas de suite. Ensuite, le même gouvernement, dans les années 89-90 va encore inciter les enfants scolarisés issus des familles pauvres à s'inscrire dans des écoles de formation professionnelle. Des étudiants devaient s'orienter vers l'apprentissage de la couture ou de la dactylographie. C'était aussi à leur charge de se procurer les moyens nécessaires à leur installation.

Quelques années après, avec l'arrivée de Bédié au pouvoir, on parlait de "la création des fonds sociaux pour l'auto-emploi". Ce ne fut rien d'autre qu'une caisse noire de plus qui n'a servi qu'aux riches et à leurs enfants. Car pour y avoir droit, il fallait un aval. Pendant cette même période, le gouvernement Bédié menait une autre politique d'austérité en mettant à la porte plus de 13 000 travailleurs de la fonction publique. Dans le privé, il y a eu des maisons de placement, ce

qui encourageait les patrons à employer des intermédiaires comme les tâcherons. Toutes les entreprises privées qui embauchaient vont procéder à des licenciements pour faire appel aux travailleurs venant des maisons de placement.

Le gouvernement va même aller plus loin en remplaçant l'OMOCI par l'AGEPE, une structure gouvernementale de placement bidon des travailleurs.

Tout ce cinéma des gouvernements précédents n'a pas réussi à enrayer la montée du chômage.

A son tour, avec son programme intitulé "Refondation", le gouvernement de Gbagbo ne cherche pas autre chose qu'à jeter, lui aussi, un peu de poudre aux yeux.

Dès l'arrivée du FPI sur la scène politique en Côte d'Ivoire en 90, il se prétendait socialiste et avait un programme basé sur la nationalisation des entreprises pour résorber le taux de chômage. C'est d'ailleurs ce qui attira beaucoup de jeunes et de chômeurs vers ce parti. Mais ce langage sur le chômage va très vite disparaître de la bouche des dirigeants de ce parti. C'est ainsi que quelques jours après le coup d'Etat du 24 décembre 1999, Laurent Gbagbo, lors d'une rencontre à la bibliothèque nationale d'Abidjan, proposa à la jeunesse et aux chômeurs, "l'auto-emploi" comme solution à cette crise de l'emploi sans toutefois préciser d'où viendront les moyens pour se prendre en charge.

Depuis leur arrivée au pouvoir le 25 octobre dernier par la force de la rue, ils ne cessent d'organiser des séminaires ou des ateliers comme celui qui vient d'avoir lieu à Bingerville, rien que pour parler de "l'auto-emploi". Paroles, paroles!

COTE D'IVOIRE**CE QUE GUEI A MIS SUR LA BALANCE**

Ce n'est un secret pour personne d'apprendre que Guéi a pesé de tout son poids sur la balance pour lier les 14 députés dits "indépendants" au pouvoir FPI. Ils ont, à cet effet, signé un "protocole d'accord". Mais comme chacun le sait, à commencer par leurs propres auteurs, leurs signatures ne valent pas plus qu'un caca de chien. On a vu ce que valaient les accords entre ces différents politiciens, depuis quelques années, dans ce pays.

Si Gbagbo semble aujourd'hui trouver son compte dans cet accord qui vise à minimiser le poids du PDCI dans l'échiquier politique, les choses peuvent tout aussi bien changer très vite.

Officiellement, la raison qui

a poussé Guéi et Gbagbo serait leur "sens de l'intérêt supérieur de la nation". Mais ce baratin-là, c'est pour amuser la galerie! Tout comme leurs discours sur "le patriotisme". Ils ne tromperont que les naïfs. Mais entre eux, loin des caméras et des micros, ils parlent argent.

Voici donc ce que Guéi espère de cet accord : sa reconnaissance en tant qu'ancien chef d'Etat; c'est-à-dire, 8 millions d'indemnité mensuelle, une villa, une voiture mercédès, un ou deux véhicules 4x4, un personnel domestique au complet, une armada de garde de corps due à quelqu'un de son rang, etc, etc.

On voit bien que celui-là n'est pas venu "balayer la maison". En plus ce n'est pas cadeau !

**TEMOIGNAGE SUR LES EVENEMENTS
APRES LE COUP D'ETAT
DU 7 AU 8 JANVIER 2001**

En marge des événements qui se sont déroulés dans les quartiers comme Port-Bouët, Yopougon, Adjamé et Cocody, le quartier d'Abobo a été secoué aussi par cette chasse aux étrangers. Comment s'en étonner puisque c'est le pouvoir lui-même qui, délibérément, suscite ce genre de comportements en parlant d'"assillants venus de nos deux frontières du Nord".

Au quartier Sogéfia où se trouve la cité universitaire, les

étudiants s'en sont pris aux magasins et étalages des commerçants d'origine étrangère.

A Abobo-Avocatier, un jeune guinéen fut pris en sandwich par des "patriotes". Ils lui demandèrent de montrer ses papiers ou de préciser ses origines. Après leur avoir précisé qu'il était Yacouba de la Guinée, il fut dépouillé de tout son argent (une somme de 15 000 CFA) et battu par la suite.

SENEGAL**UN REFERENDUM
D' AUTO-SATISFACTION POUR WADE**

Le 7 janvier dernier avait lieu au Sénégal un référendum, suite à la décision d'Abdoulaye Wade de modifier le texte de la constitution. La nouvelle constitution prévoit entre autres la réduction du mandat présidentiel de sept à cinq ans, renouvelable une



Dakar, 23 mars 2 000: Wade au
lendemain de sa victoire
sur Diouf

seule fois, la suppression du sénat et du conseil économique et social, l'interdiction du mariage forcé, le droit pour la femme d'accéder à la propriété foncière, mais aussi la possibilité pour le président de dissoudre le parlement.

La plupart des grands partis politiques, y compris le Parti Socialiste de l'ancien président Abdou Diouf, ont appelé à voter pour le "oui". Rien d'étonnant alors à ce que Wade ait obtenu "un score à la Senghor" : 90% pour le "oui", selon les chiffres officiels avec un taux de participation de 66%.

Mais ce qui intéresse surtout Wade et les hauts dignitaires de son parti, le PDS, c'est la dissolution du parlement dont la majorité est actuellement détenue par le PS, majorité issue d'une élection législative antérieure à l'arrivée de Wade au pouvoir. Les dirigeants du PDS sont pressés de prendre les places occupées jusqu'ici par ceux du PS et de profiter à leur tour des privilèges liés à la fonction de

députés. Les postes seront d'autant plus convoités que le Sénat et le Conseil économique et social qui constituaient autant de lieux de sinécure vont disparaître. La dissolution du parlement est annoncée pour le 12 février et de nouvelles élections législatives devraient avoir lieu "avant les premières pluies" selon les termes de Wade. Ca va se bousculer au portillon, non seulement entre les partisans du PDS eux-mêmes mais aussi entre eux et le PS, entre eux et les partisans de l'AFP de Moustapha Niasse, l'actuel premier ministre mais néanmoins rival de Wade.

Quant au volet concernant les femmes, il s'agit plus d'une démagogie destinée surtout à plaire à un petit milieu parmi les dirigeants occidentaux que d'une réelle avancée sociale. Certes, il est préférable qu'il existe des textes écrits noir sur blanc interdisant des pratiques barbares telles que le mariage forcé et tant mieux si ces textes de lois permettent à quelques femmes de se battre y compris sur le plan juridique contre l'oppression. Mais elles auraient tort de croire que Wade est de leur côté car même s'il a fait inscrire l'interdiction du mariage forcé dans la constitution, il s'est bien gardé d'abolir la polygamie et bien d'autres infamies héritées du passé et dont les femmes, et surtout les jeunes filles sont victimes. Rappelons tout de même que la première personnalité à qui Wade a rendu visite dès l'annonce du résultat de son élection fut le grand marabout de Touba, le dirigeant des mourides, secte islamiste puissante au Sénégal et particulièrement réactionnaire surtout à l'égard de la condition féminine. Alors on ne peut pas, à moins d'être un hypocrite, en même temps faire la courbette devant un

marabout, fervent partisan de la polygamie, du mariage forcé et des mutilations sexuelles et prétendre par ailleurs lutter contre le mariage forcé.

Mais en matière d'hypocrisie Wade n'a rien à envier à Diouf. Car rappelons que ce n'est qu'après plusieurs années de tergiversations que ce dernier avait fini par faire voter en janvier 1999 une loi interdisant la pratique de l'excision, histoire de dire que le Sénégal se mettait en conformité avec la Convention internationale des droits de l'enfant qu'il avait signé six ans auparavant. Mais tout le monde sait que non seulement cette pratique se poursuit mais que même quand il y a des femmes qui

luttent pour la combattre, elles ne bénéficient du soutien des dirigeants que du bout des lèvres.

Ainsi donc, la seule chose qui va réellement changer au Sénégal avec la nouvelle constitution et avec le futur parlement c'est la répartition des sièges entre les différents partis. Après avoir bien profité des privilèges, les députés du PS vont faire place à ceux du PDS. Mais il ne faudra surtout pas que les travailleurs et les petites gens comptent sur ces gens-là pour améliorer en quoi que ce soit leurs conditions d'existence. Comme sous le gouvernement de Senghor et de Diouf, ils ne pourront compter que sur leurs luttes pour arracher des revendications.

SOMMET FRANCO-AFRICAIN

RENCONTRE ENTRE MAITRE ET SERVITEURS

C'est devenu une routine. Comme chaque année, les dictateurs africains, convoqués par leur maître, le représentant de l'impérialisme français, se retrouvent pour se concerter, et surtout recevoir des directives. Cette année c'est à

mondialisation". Avant de se séparer, Jacques Chirac s'est solennellement engagé à annuler les dettes bilatérales de dix-huit pays dont la plupart sont africains, soit 500 millions d'euros (3 milliards de francs français).



Le chef de file de l'impérialisme
français et ses valets

Yaoundé, au Cameroun, qu'a eu lieu ce sommet avec pour thème principal à débattre "L'Afrique à l'heure de la

Cette décision est annoncée comme s'il s'agissait d'un cadeau généreusement offert par Chirac à ces pays. mais on sait, en réalité, que le gouvernement français ne donne jamais rien sans calcul. C'est une décision qui ne coûte rien car ces dettes, grâce aux taux d'intérêt imposés aux pays africains par le FMI ou la Banque mondiale, ont rapporté à l'Etat français le double voire plus, de la somme prêtée. Mais les pays endettés continuent de payer les intérêts. Certains pays africains pris à la gorge vont même jusqu'à demander d'autres prêts pour pouvoir payer les intérêts de leurs anciennes dettes qu'ils n'arrivent pas à rembourser dans les délais fixés.

Quand Chirac, la main sur le coeur, parle de son "amitié" pour

l'Afrique, c'est de l'hypocrisie. Son "amitié", c'est pour les riches capitalistes français qui pillent les richesses de l'Afrique; son "amitié" va aux hommes d'affaires comme Bouygues, Bolloré, qui exploitent les travailleurs africains. Et les chefs d'Etat africains présents à ce sommet sont là pour permettre à ces capitalistes et autres hommes d'affaires de faire de gros bénéfices dans de bonnes conditions; c'est-à-dire que nos dirigeants, aux ordres de l'impérialisme, sont là pour mâter les révoltes, casser les manifestations, maintenir une dictature féroce sur les populations. C'est ce qu'ils appellent "maintenir l'ordre".

**JEAN CHRISTOPHE MITTERRAND
ET CHARLES PASQUA
IMPLIQUES DANS DES AFFAIRES
DE TRAFIC D'ARMES**

Jean Christophe Mitterrand, le fils de son papa François, a été inculpé pour complicité de trafic d'armes avec des Etats africains, en particulier l'Angola de Dos Santos. Il aurait touché la coquette somme de 13 millions de Francs au titre de commissions pour ses services d'intermédiaire entre l'Angola et des groupes industriels européens.

Jean Christophe Mitterrand a été pendant des années le responsable de la politique africaine de son père. C'est lui qui était chargé de veiller sur les intérêts des grands capitalistes français en Afrique en aidant des dictateurs sanguinaires à se maintenir au pouvoir. Il n'avait pas non plus les mains propres dans le génocide au Rwanda en 1994 lorsque sous prétexte de "coopération militaire" il aidait la dictature en place. Et une fois qu'il a quitté ses fonctions officielles de conseiller aux affaires africaines, les mêmes fonctions que Foccart à l'époque de de Gaulle et Pompidou, il utilise ses relations politiques pour jouer les intermédiaires et

Paul Biya, hôte de ce 21ème sommet France-Afrique vient d'en faire la démonstration. Avant même cette rencontre annuelle, il avait interdit toute manifestation, tout rassemblement. Puis il a fait disperser à Douala et Yaoundé, par la force, des manifestants qui s'opposaient à ce sommet; le gouvernement camerounais a empêché qu'ils organisent un contre-sommet pour marquer leur désaccord.

Alors cet énième sommet, ce n'est rien d'autre qu'une rencontre de travail entre maître et serviteurs africains, le premier pour glisser des ordres ou recommandations, les seconds pour les appliquer.

grossir sa caisse personnelle.

D'ailleurs son inculpation fait tache d'huile dans la droite française. En effet, le juge aurait trouvé, au cours d'une perquisition, une note indiquant le versement de 450.000 dollars à Jean Charles Marchiani, élu européen du RPF de Charles Pasqua (Rassemblement Pour la France). Coïncidence pas étonnante, les deux versements, pour J.C Mitterrand et pour l'élu RPF, proviennent de la même personne, Pierre Falcone, responsable de trafic d'armes vers l'Angola. Ainsi ces hommes sont au service aussi bien des fabricants d'armes que des sociétés capitalistes de pétrole ou d'autres. Les sommes qu'ils peuvent toucher pour leurs activités politico-maffieuses, sont peu de choses comparées aux intérêts que les multinationales tirent de leurs activités dans les pays d'Afrique.

C'est ainsi que Bouygues et Bolloré contrôlent les activités économiques des pays comme le Sénégal ou la Côte d'Ivoire parce qu'ils sont présents dans les

réseaux de transport, la distribution de l'Eau et l'Electricité. Elf s'accapare de la production du pétrole au Gabon. Les banques multinationales contrôlent la vente des matières premières comme le café, le cacao et les richesses minières en imposant des prix bas aux petits paysans producteurs, alors que les J.C Mitterrand et compagnie sont des hommes au service des capitalistes, grassement payés pour leurs activités.

Pour que ces sociétés impérialistes continuent à piller tranquillement les richesses de ces

pays, ils maintiennent en place des dictateurs féroces. Ces derniers ont pour rôle d'écraser la population y compris par les armes si c'est nécessaire.

Alors on n'est vraiment pas loin du temps colonial. La seule différence est que l'on n'est pas dirigé par des hommes directement issus des métropoles capitalistes mais des hommes provenant des classes dirigeantes locales qui les obéissent comme des chiens. Ce n'est pas étonnant que les populations vivent dans la misère et le sous-développement. Cette société est responsable, il faut la détruire.

DU CONGO BELGE A LA RDC LA CONTINUITÉ DANS LE PILLAGE ET L'OPPRESSION

Selon les autorités congolaises, Laurent Désiré Kabila a trouvé la mort à la suite des coups de feu tirés par un membre de sa garde rapprochée. S'agissait-il d'un coup d'Etat? D'un attentat? Ou d'un règlement de compte entre divers clans plus ou moins concurrents au sein de l'appareil d'Etat? A l'heure actuelle et vu d'ici il n'est pas facile de répondre à ces interrogations ainsi qu'à bien d'autres concernant l'avenir de ce pays déchiré par les bandes armées et par les rivalités inter-impérialistes. Toujours est-il que pour l'instant c'est Joseph Kabila, le fils de papa, qui a été propulsé en catastrophe à la tête du pouvoir par l'état-major militaire. Il bénéficie pour l'instant de l'assentiment des grandes puissances si l'on en juge par leur empressement à dépêcher leurs chanceliers respectifs auprès de Kabila junior nouveau locataire du palais présidentiel de ce pays en crise. Mais l'élimination physique d'un dirigeant n'est pas une première dans ce pays car il y a 40 ans, le 17 janvier 1961, Patrice Lumumba a été fusillé par les hommes de Tshombé dans la province du riche

Katanga (actuel Shaba). C'est pourquoi nous en profitons pour retracer l'histoire de ce pays.

De la conférence de Berlin à l'ère des indépendances

Rappelons que le Congo avait été la propriété personnelle du roi des Belges. C'est en effet en 1885 à la conférence Berlin que les puissances coloniales avaient laissé le Congo en cadeau au roi Léopold II. Tous les revenus de ce pays grand comme 80 fois la Belgique lui revenaient personnellement : mines, forêts, caoutchouc, Ivoire, etc... Et surtout la main d'oeuvre forcée et donc gratuite qui allait permettre de bâtir des routes et des voies ferrées pour acheminer les produits du pillage. En 1908 le roi a cédé le Congo à l'Etat belge et surtout à la cupidité sans limite des sociétés capitalistes privées. Ce sont environ 100 000 Belges qui se sont rués sur le Congo devenu la proie des sociétés minières et financières dont la plus riche est l'Union minière du Haut Katanga. Dans les fourgons du colonialisme étaient arrivés des missionnaires chrétiens. Les Congolais n'avaient

droit qu'à prier et à être soumis à ce système d'exploitation dément. Cependant les quelques rares d'entre eux qui ont pu être éduqués l'ont été dans les écoles de curés. Tous les leaders de l'indépendance sont sortis de ces écoles. Pour faire face à des révoltes qui étaient nombreuses, la Belgique a mis en place la force publique qui réprimait dans le sang les révoltes; celles des campagnes terrorisées d'abord, puis les grèves des mineurs et les luttes des populations concentrées dans les villes. Cette prolétarisation entraînait la misère mais aussi une expérience et une conscience nouvelles et du coup une politisation rapide à la fin des années 50.

Les dirigeants politiques congolais

Pour tous les nationalistes africains, l'histoire du Congo reste attachée à celle de Patrice Lumumba considéré par beaucoup comme le type même du révolutionnaire africain anti-impérialiste. Son assassinat trois mois après l'indépendance a eu un retentissement mondial.

Lumumba se déclarait opposé à la division du Congo en unités tribales. Et effectivement ce danger menaçait réellement ce géant d'Afrique qui possédait et possède encore d'énormes richesses dont le Cobalt, le diamant, le germanium, l'uranium, le Wolfram, le charbon, l'argent, le plomb, le zinc, l'étain et le cuivre. A cela s'ajoutaient les potentialités agricoles et forestières énormes. C'est pourquoi le colonialisme belge n'était pas du tout pressé de lâcher les immenses richesses de ce pays. Seuls quelques Belges avaient conscience qu'il fallait préparer des leaders congolais liés aux intérêts de la métropole. Lumumba ainsi que d'autres futurs dirigeants étaient ainsi devenus les protégés d'une association protestante qui allait les propulser. C'est elle qui va lui donner un rôle politique. Des élites ont aussi obtenu l'égalité juridique avec les Blancs. Cela a permis à

Lumumba d'organiser dans ce milieu de Noirs éduqués, des associations culturelles.

En 1956, à l'initiative d'une association catholique et d'un professeur Belge, Van Bilsen, apparaît la première organisation politique qui dit vouloir un avenir indépendant pour les Noirs. Cette initiative traduisait le besoin pour la métropole de chercher désormais à trouver des leaders congolais auxquels on pourrait remettre certaines responsabilités. Plusieurs congolais se mettent sur les rangs : Un certain Iléo s'associe avec le Parti Socialiste et Lumumba avec les libéraux belges. Cette initiative lui valut d'être soutenu par le ministre libéral des colonies pour accompagner des notables congolais à Bruxelles en 1956. C'est à la suite de cela que Lumumba est sponsorisé par ses amis protestants pour devenir directeur commercial d'une brasserie détenue par une société coloniale à Léopoldville. A la suite de la déclaration de de Gaulle de 1958 à Brazzaville affirmant que les Africains peuvent réclamer l'indépendance, Lumumba et d'autres ont fondé le MNC dont l'objectif est de se poser en candidat au pouvoir.

Une indépendance précipitée par les mouvements populaires

Lorsque l'effervescence gagne la population et que des émeutes éclatent en 1959, Lumumba s'adresse à celle-ci et se déclare contre la violence. Mais bien des Congolais ont marre des colons belges car ceux-ci les ont méprisés et opprimés. Devant leurs exactions et leur arrogance ils se mobilisent pour s'en débarrasser rapidement. Certains chefs ethniques comme celui du Kasai en profitent pour prendre la tête des luttes pour tenter de construire un Etat indépendant fondé sur une ethnie. Lumumba et Kasavubu qui étaient mis entre temps en prison sont libérés et se voient rapidement confier l'indépendance par le roi Baudoin. Lumumba devient

premier ministre et Kasavubu devient président du Congo. Pendant ce temps, Tshombé qui était une marionnette entre les mains de



Mars 97: Kabila passant
en revue ses troupes
(au 1er plan, des enfants)

l'Union Minière du Katanga prend la tête d'un Etat indépendant du Katanga. Cependant, suivant en cela les accords avec la Belgique, Lumumba maintient les chefs militaires belges à la tête de l'ANC (Armée nationale congolaise) qui n'avait fait que changer de nom. Les petits soldats qui ont été méprisés par les Belges se révoltent. Lumumba tente de les réduire par la force mais échoue dans sa tentative de vaincre sur les rebelles. Il cède à leurs revendications. C'est ainsi que Mobutu, un sergent-chef bien dévoué aux colonisateurs belges, est nommé chef d'état-major à la place d'un Blanc.

Cependant certains chefs qui, bien qu'issus du parti de Lumumba, choisissent de faire sécession à la tête de leur fief ou de certaines ethnies. Au lieu de chercher à gagner la confiance des ethnies, Lumumba fait donner l'armée. Pire, il s'est même appuyé sur certaines ethnies pour combattre d'autres ethnies dans le Kasai. La Belgique prend prétexte que des milliers de colons fuient, pour intervenir militairement et avec l'aide de

légionnaires. Face à la sécession du Katanga et face à l'intervention militaire belge Lumumba choisit de faire appel à l'ONU en espérant que les USA allaient intervenir en faveur du Congo contre la Belgique. A l'adresse du peuple congolais mobilisé il déclara qu'"il ne doit pas suivre ceux qui lui proposent de s'armer. Nous avons toujours été contre la violence. En particulier les Congolais ne doivent pas s'attaquer aux Européens qui vivent ici et voudraient y rester".

Kasavubu cède à la pression des Belges et démet Lumumba. Celui-ci demande aux forces armées de ne pas obéir à Kasavubu. C'est ainsi que Mobutu en profite pour les démettre tous les deux. Il livre Lumumba à Tshombé qui le fait fusiller.

Lumumba fait partie de ces leaders tiers-mondistes que l'on dit "progressistes" parce qu'ils prétendent ne pas s'aligner avec l'impérialisme. Ils ne veulent pas de révolution sociale pour le renverser. Il n'était pas question pour Lumumba de faire appel à la force révolutionnaire des masses pour s'opposer à l'impérialisme car au fond Lumumba comme tous les nationalistes, même radicaux comme Nkrumah ou Sékou Touré craignent précisément de gouverner dans l'intérêt des masses pauvres c'est-à-dire, sous le pouvoir des travailleurs. Le peuple congolais paya chèrement cette politique.

30 ans de dictature et de pillage sous Mobutu

Après cinq années de guerre et de dévastation, les USA ont considéré qu'ils ne pouvaient plus tolérer ce foyer d'instabilité au coeur de l'Afrique. Sous couvert de l'ONU ils ont armé Mobutu. Celui-ci s'empara de tous les pouvoirs en novembre 1965. Profitant de la faiblesse de l'impérialisme belge, l'Etat français a pu, avec la tolérance des Etats-Unis, s'ériger en puissance protectrice de ce grand pays. Les groupes capitalistes

français ont profité de cette situation pour faire des affaires. A plusieurs reprises les troupes françaises venaient en aide pour sauver le régime de Mobutu. Mais vers les années 90 ce rôle leur fut progressivement contesté par les USA. L'effondrement de l'URSS et la stagnation économique ont entraîné une concurrence accrue entre les grandes puissances impérialistes. Le pouvoir de Mobutu était usé et affaibli.

Avec Kabila: un pays en état de dépeçage avancé

Les USA optaient pour une solution de rechange. Kabila, cet aventurier et trafiquant, avait profité de la faiblesse du pouvoir central zaïrois pour se tailler un fief dans le Kivu. A partir du moment où ses rebelles ont bénéficié du soutien américain via l'Ouganda et le Rwanda, son armée avançait vers Kinshasa. Différents trusts miniers occidentaux soutenaient son effort de guerre et décrochaient en échange des contrats dans les meilleures conditions. Cependant, les relations de Kabila avec ses alliés Rwandais et Ougandais qui occupent une partie importante du pays se sont détériorées. Kabila dut se résoudre à solliciter certains appuis extérieurs. L'entrée en lice de l'Angola fut décisive mais du

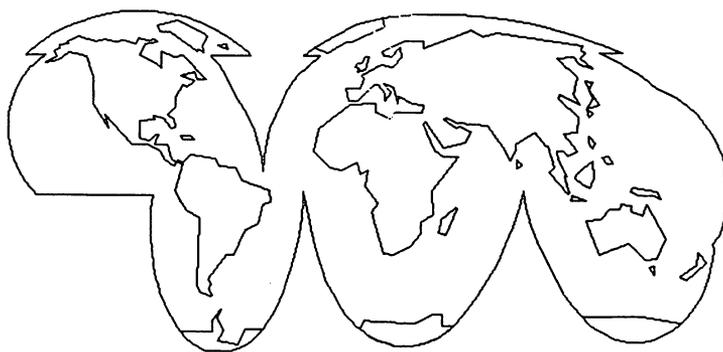
coup le conflit prit une autre dimension. La guerre menace désormais la stabilité de toute la région. Car plusieurs autres pays prennent militairement position. Dans le même temps il y a le jeu des grandes puissances tantôt coalisées tantôt rivales. A ces facteurs s'ajoutent aussi les manoeuvres des grands trusts miniers. Ceux-ci financent certaines bandes armées pour obtenir des possibilités de pillage plus alléchantes. Il y a aussi les trusts de l'armement qui ne sont pas les derniers à trouver leurs comptes dans cette situation.

Après la mort de Désiré Kabila

Les populations continuent de payer au prix fort pour ces luttes d'intérêts. D'une part sous forme de dégâts causés par ces bandes armées elles-mêmes et d'autre part par des affrontements ethniques que celles-ci favorisent pour se donner une base d'appui. La situation est très grave et elle peut menacer d'embraser une partie importante du continent dans une guerre fratricide stérile.

C'est pourquoi, pour prévenir une telle évolution et pour préparer un avenir digne de ce nom il est urgent que les travailleurs et avec eux l'ensemble des pauvres prennent leur propre destin en main.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.

- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs de toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.

- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.

- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.

- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.

- Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.

- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.

- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.